

# L'embellie viendra des métiers mondiaux

Le ralentissement de la croissance que prédisent tous les instituts de prévisions économiques ne se traduit pas encore dans l'état d'esprit des chefs d'entreprise. C'est le principal enseignement de notre sondage réalisé auprès des opérateurs économiques. Les métiers mondiaux du Maroc portent cet optimisme: l'automobile, l'aéronautique et l'industrie pharmaceutique sont sur une trajectoire de croissance depuis plusieurs années. A l'inverse, dans les secteurs traditionnels comme les matériaux de construction dont le sort est lié à une hypothétique relance de l'immobilier, ou le matériel et composants électriques, les opérateurs sont plutôt pessimistes. D'où la prudence sur l'intention d'investir et d'embaucher.

Dernier détail, les délais de paiement continuent de fragiliser les PME. Il faut juste espérer que les prévisions de faillites ne se concrétisent pas.

## ■ L'aéronautique prend son envol

L'ARRIVÉE récente du géant américain Hexcel, l'un des leaders mondiaux de composites haute performance, annonce les couleurs du secteur pour 2016. Pour un investissement de près de 200 millions de DH, l'industriel vient de finaliser un contrat d'implantation. Ce qui pousse le Groupement marocain

des industries aéronautiques et aérospatiales (Gimas) à envisager sous de bons auspices les carnets de commandes pour l'exercice 2016. Quant aux délais de paiement, le secteur est relativement à l'abri du fait de la situation financière des majors mondiales que sont Boeing, Airbus, Bombardier, Embraer... principaux

donneurs d'ordre sur le marché marocain. La corporation mise sur une croissance de 20% de son business à l'export, ainsi qu'une montée en puissance sur les effectifs. «Nous ne pouvons vous donner aucun détail pour le moment, mais les dossiers d'im-

plantation sont en préparation pour les prochains mois», projette-t-on auprès du Gimas. De plus, plusieurs industries devraient prendre quartier dans leurs sites de production définitifs sur la plateforme spécialisée de MidParc. C'est le cas de l'équipementier américain Alcoa Fastening Systems, dont l'usine sera opérationnelle avant la fin de ce semestre. Le



(Ph. L'Economiste)

site s'étend sur une superficie 10.000 m<sup>2</sup>, pour un investissement de 40 millions de DH, avec 200 à 300 nouveaux emplois à la clé. Les Ateliers de la Haute Garonne devrait aussi déployer ses installations définitives au cours de ce premier semestre, pour 300 emplois à terme. □

S. F.



# L'embellie viendra

## ■ L'automobile consolide les acquis

**A**VEC une projection de 15 à 20% pour 2016 (50 milliards de DH), l'automobile continue de surfer sur la dynamique des écosystèmes lancés il y a un peu plus d'une année. L'attractivité du secteur s'est fortement améliorée dans le cadre du Plan d'accélération industrielle. Comme sur l'aéronautique, la guerre se mène contre des géants comme la Turquie, la Roumanie et d'autres zones d'implantation en Europe de l'Est. Auprès de la profession, l'on table

aussi sur l'arrivée de plusieurs équipementiers dans le sillage de l'implantation annoncée du groupe PSA Peugeot-Citroën. De gros investisseurs seraient «en phase de déclaration de leurs intentions d'investissement».

Une montée en puissance est aussi attendue sur la zone franche de TangerMed autour du site industriel de Renault Tan-



(Ph. L'Economiste)

ger. L'Association marocaine de l'industrie automobile (Amica) se projette aussi sur ses engagements en termes de création d'emplois. La barre des 90.000 emplois sera atteinte dès 2018, avec une estimation de 15.000 nouveaux emplois pour 2016. Mais l'industrie devra très vite passer de la sous-traitance à la création réelle de valeur ajoutée industrielle à travers l'intégra-

tion locale. Du travail reste encore à faire sur ce point. Par ailleurs, si la corporation n'avance pas de chiffres précis sur le niveau des arriérés, elle assure être dans des délais de paiement «soutenables». Pour rappel, les professionnels se sont engagés sur quelque 100 milliards de DH de chiffre d'affaires à l'horizon 2020. □

S. F.

## ■ L'industrie pharmaceutique sort de sa léthargie



(Ph. L'Economiste)

**L'**INDUSTRIE du médicament devrait aussi bientôt se prendre dans l'euphorie des écosystèmes. Si les opérateurs ont mis en stand-by plusieurs projets d'investissement ces dernières années, ils comptent bien se rattraper en 2016. Ce sont les

projections des responsables de l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP). Le facteur qui devrait relancer cette dynamique sera le lancement des écosystèmes industriels. La feuille de route devrait être finalisée avant la fin de ce

trimestre. Le principal impact attendu est de permettre aux investisseurs de reprendre goût à l'expansion d'activités, et donc, au recrutement. Quatre filières industrielles sont déjà identifiées. Elles devraient mobiliser une enveloppe globale de 800 millions de DH (50% pour la chimie-parachimie et 50% pour la pharmacie).

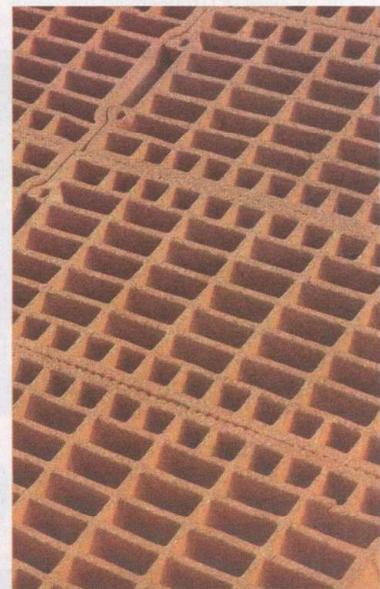
L'enjeu est de réaliser un chiffre d'affaires additionnel de 10 milliards de DH et la création de plusieurs milliers d'emplois. Sur les délais de paiement, les échéances dépassent rarement les deux à trois mois, du moins pour les transactions entre opérateurs. Le secteur roule en 2016 avec 45 unités industrielles. Le générique reste le segment le plus actif. Elles assurent plus de 65% des besoins nationaux en médicaments, pour un chiffre d'affaires global visé de 50 milliards de DH cette année.

Le secteur compte aussi une cinquantaine de sociétés de grossistes répartiteurs pour alimenter quelque 10.000 pharmacies privées. □

S. F.

## ■ BTP/Matériaux de construction: Dans l'expectative

**L**E secteur des matériaux de construction a la particularité d'être sensible à différents éléments ou situations qui touchent d'autres activités connexes comme l'immobilier, le BTP, voire même la campagne agricole. «Nous souffrons des délais de paiement. Nos produits sont livrés avec un certain retard de paiement dû au resserrement des crédits et des conditions de ventes», précise David Tolédano, président de la Fédération des matériaux de construction (FMC). Une situation qui s'explique en partie par les difficultés que traversent les grands promoteurs immobiliers. En termes d'investissements, la corporation enregistre une certaine continuité au niveau des commandes. Ces investissements concer-



(Ph. L'Economiste)

nent des travaux de réaménagement et de modernisation d'unités industrielles. Les implantations de groupes étrangers en Afrique représentent aussi une source de revenus supplémentaires pour le secteur des matériaux de construction. «Nous espérons avoir une année de relance. Après plusieurs exercices en baisse, 2015 a connu une certaine stabilisation. Le secteur a besoin de mesures spécifiques de relance et la mise en place d'écosystèmes», avance le président de la FMC. Malgré l'espoir de relance, les professionnels s'attendent à un premier semestre 2016 «difficile». Du côté des ressources humaines, la corporation n'a pas de visibilité. □

A. At

# des métiers mondiaux

## ■ Matériel électrique: Visibilité zéro

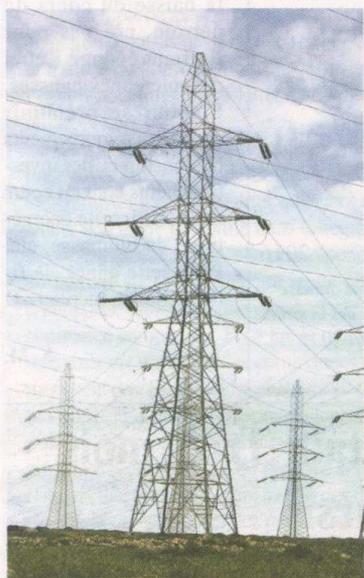
«**L**y a bien eu un effort déployé par l'Etat en matière de délais de paiement. Il n'empêche que les donneurs d'ordre public doivent encore huiler la machine qui n'est pas encore opérationnelle à 100%», précise d'emblée Ahmed Azirar, conseiller au sein de la Fédération marocaine de l'électricité (Femadel) qui s'exprime en sa qualité

de la part de donneurs d'ordre privés». En termes de commandes, les opérateurs souhaitent que les différents projets structurants annoncés par l'Etat en 2015 soient lancés avant la fin de mandat du gouvernement Benkirane. Du côté des investissements privés, les opérateurs n'ont presque pas de visibilité compte tenu de la conjoncture.

Le brouillard touche également les intentions en termes de recrutement. «C'est la grande inconnue, ni le public ni le privé ne recrutent vu la conjoncture. Il faut une initiative gouvernementale au niveau des PME, mettre le paquet en créant des écosystèmes», explique Azirar. La corporation espère aussi le déblocage d'incitatifs envers

les PME et les auto-entrepreneurs. Autre attente des opérateurs, un meilleur soutien diplomatique, logistique et financier pour les structures qui investissent sur le plan continental. Un marché qui recèle des opportunités et des relais de croissance. □

A. At



(Ph. L'Economiste)

d'économiste. Pour cet expert, les retards de paiement ne concernent pas uniquement le secteur public, les opérateurs du secteur souffrent également de «rétentions

## ■ L'agro-industrie victime du déni d'info

«**AUCUNE** visibilité, faute d'information», s'exclame un gros faiseur du secteur des conserves végétales. Même analyse auprès des producteurs et exportateurs de fruits et légumes. L'Etablissement de contrôle et de coordination des exportations (EACCE) ne communique plus les statistiques des sorties. La rétention de l'information est devenue la règle alors qu'autrefois cet organisme diffusait des états détaillés tous les quinze jours. A tel point que la profession agrumicole a dû participer à deux reprises à l'assemblée générale du Clam

(Comité de liaison de l'agrumiculture méditerranéenne) sans pouvoir fournir les données sur la production nationale. Mais visiblement, le déni d'information est quasi généralisé à plusieurs organismes sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime. □

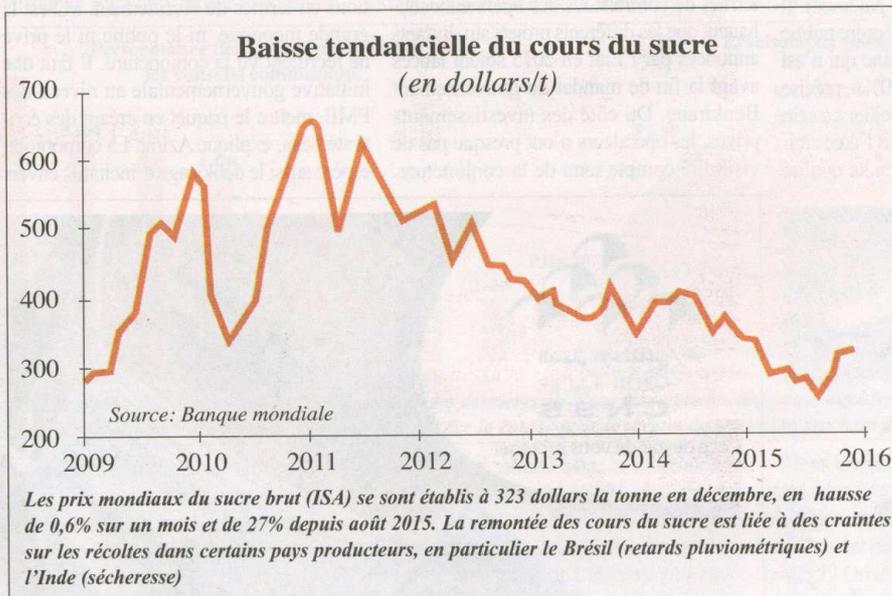
A. G.

# L'embellie viendra des métiers mondiaux

## ■ Filière sucrière: C'est l'attente!

PEU de visibilité pour l'instant pour la filière sucrière. Il faudra attendre l'évolution de la météo et l'analyse des premiers prélèvements avant de pouvoir se prononcer sur l'actuelle campagne. Ce qui est sûr, c'est que près de 60.000 hectares ont été semés dans divers périmètres irrigués.

Dans cette activité, un chamboulement est prévu cette année puisque le gouvernement compte décompenser progressivement le sucre. Ce qui se traduirait par une hausse des prix. «Cela pourrait avoir un léger impact sur la consommation. Une période de flottement avant le retour à la normale», soutiennent des sources proches du dossier qui ne s'attendent pas pour autant à un fléchissement important de la consommation. Celle-ci est d'ailleurs parmi les plus hautes au monde: 1,2



million de tonnes par an représentant près de 36 kg par habitant. Elle croît d'environ 1,8% par an.

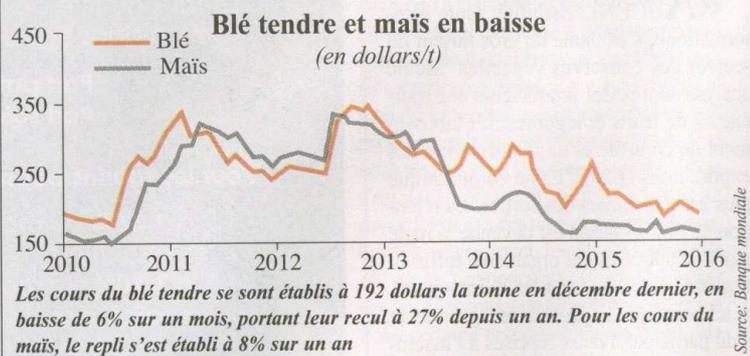
Cette filière, qui bénéficie aujourd'hui de la baisse du cours du pétrole, n'a pas pour l'instant épongé l'effet des anciennes hausses. Et pour se prémunir contre les retournements conjoncturels, des investissements sont en cours dans l'efficacité énergétique, la biomasse, etc. Pour cette année, la filière compte recruter. □

K. M.

## ■ Aliment de bétail: Trois mois de sursis

AVEC une année qui s'annonce difficile, les industriels de l'aliment du bétail redoutent le pire. Selon Youssef Mikou, secrétaire général de l'Association des fabricants d'aliments composés (AFAC), le plus gros de la demande additionnelle viendra des éleveurs des ruminants (bovins et ovins), essentiellement des grandes fermes aux capacités financières avérées. Et cette demande devrait se concentrer, selon les prévisions les plus optimistes, sur trois mois. Pour les petits éleveurs, faute de trésorerie, la majorité

qui est des aliments composés, l'Afac rassure. «Tant que les cours des matières premières à l'international restent stables, aucun réajustement à la hausse ne sera appliqué sur le marché local», souligne le secrétaire général de l'Afac. Pour preuve, la profession a baissé les prix de l'aliment composé de 0,10 DH/kg, il y a un mois, en liaison avec le repli des cours du maïs et du coût du fret, est-il précisé. L'industrie de fabrication d'aliments composés compte actuellement 40 usines d'une capacité globale de 7 millions



n'aura d'issue que la liquidation du cheptel. «Toujours est-il, précise Mikou, l'aliment composé n'est pas suffisant pour les vaches laitières, le complément en paille et fourrages est nécessaire». Or, d'ores et déjà, les prix de ces composants sont sur un trend haussier. Et le couvert végétal des parcours se raréfie avec le retard des pluies. Pour ce

de tonnes par an. La production réalisée en 2015 est estimée à 5 millions de tonnes, répartie entre l'aliment de volaille (3,5 millions de tonnes) et pour ruminants (1,5 million de tonnes). Ce qui correspond à l'utilisation de 70% de l'outil industriel en place. □

A. G.

# Dans les régions, c'est cahin-caha

## ■ Petite éclaircie pour des patrons r'batis

LES chefs d'entreprises de la région de Rabat affichent un franc optimisme pour les perspectives 2016, mais avec des degrés qui diffèrent d'un secteur à un autre. Ainsi, un sentiment de confiance est relevé chez les opérateurs du secteur du textile. «J'entame cette année avec de bonnes perspectives pour l'évolution de mon chiffre d'affaires avec des commandes assurées jusqu'au mois de mars prochain», se réjouit un patron d'une usine de textile à Salé, dont la totalité de la production est destinée à l'export notamment vers le marché britannique.

Une tendance, selon lui, qui devrait se poursuivre sur le reste de l'année. Même avis pour un jeune industriel qui vient de lancer son usine de textile dans la région. «Pour le moment, on travaille pour répondre au marché local», précise ce jeune chef d'entreprise diplômé d'une grande école de commerce européenne. Pour lui, le marché du textile est porteur et les commandes ne manquent pas. En revanche, il pointe un déficit en main-d'œuvre qualifiée et en profils pointus qui posent de sérieux problèmes pour le développement du secteur, selon notre jeune entrepreneur qui trouve des difficultés pour embaucher des profils de modélistes. Le même optimisme est constaté dans d'autres secteurs. «En dépit d'un déficit en pluviométrie, je reste optimiste pour l'activité de mon entreprise en 2016, eu



(Ph. L'Economiste)

égard aux projets réalisés par le gouvernement», avance le chef d'une grande usine spécialisée dans la fabrication des pâtes alimentaires. Toutefois, il tient à signaler que le secteur meunier pourrait connaître cette année des perturbations sous forme de fusions de minoteries ou la disparition de certaines unités qui n'arriveront pas à faire face à la concurrence. Pour notre industriel, les entreprises bien organisées qui investissent pour moderniser leur système de production peuvent s'en sortir et terminer

l'année sans problèmes. L'optimisme est de mise également chez un dirigeant d'un grand bureau d'ingénierie à Rabat spécialisé dans les projets d'infrastructures: routes, port, chemin de fer, barrages... «Pour notre

crédits alloués aux différents départements ministériels à un moment où l'outil informatique peut être exploité pour pallier cette insuffisance. Il faut attendre jusqu'au mois de mars pour débloquer les crédits. Le di-

### L'Etat invité à régler ses factures

LES patrons n'annoncent malheureusement pas tous le même enthousiasme quant aux perspectives d'avenir à court ou moyen terme. Pragmatiques et touchés, ils rappellent qu'«au moment où on constate un durcissement au niveau du contrôle fiscal, le gouvernement ne fait rien pour protéger les industriels contre le fléau de la contrebande». Une telle situation pourrait contraindre plusieurs PME à la faillite avec, en conséquence, des licenciements, avertissent les professionnels. Une conjoncture qui n'est pas facilitée par les retards de paiement qui inquiètent fortement les entreprises, dont la santé financière en subit le contrecoup. «En principe, l'Etat doit donner l'exemple sur ce sujet en incitant ses départements et ses entreprises à régler leurs fournisseurs et prestataires dans les délais réglementaires», rappelle une chef d'une PME. □

secteur, l'effort de l'Etat en matière d'investissements est maintenu dans son budget pour l'année 2016», rappelle le directeur de ce cabinet. Il soulève cependant le problème du retard pour la mise en place des

recteur du cabinet d'ingénierie affiche par ailleurs son inquiétude pour le secteur de l'immobilier et des bâtiments qui peine encore à sortir de sa crise. □

N. E. A.

## ■ Marrakech: Le tourisme et l'immobilier sur la touche

PAS de perspectives réjouissantes pour 2016 à Marrakech. La tendance baissière du tourisme inquiète les opérateurs économiques qui s'attendent à une année de marasme. Les attentats qui continuent de laisser planer des difficultés encore plus importantes que celles de 2015. Ce qui aura des conséquences sur les trésoreries des hôtels. Pour le secteur des services, l'année 2016 s'annonce extrêmement compliquée. Youssef Mouhyi, ancien président de la CGEM, s'inquiète de l'absence de mesure à même de rassurer les investisseurs. «On le sent déjà au niveau des carnets de commandes en baisse et des délais de paiement qui se rallongent». Pourtant, de nouvelles niches auraient pu permettre de diversifier l'activité économique de la région comme l'industrie culturelle ou encore les activités offshoring, ajoute Mouhyi. L'agroalimentaire n'échappe pas non plus au marasme. «Comme l'ensemble des secteurs orientés export, nous sommes touchés par la baisse de l'euro», indique Hassan Debbagh de Cartier Saada. Concernant l'immobilier, pas de visibilité pour le secteur et les opérateurs s'interrogent sur ses réelles réalisations.



(Ph. L'Economiste)

A Marrakech qui n'a toujours pas de plan d'aménagement, la situation se corse davantage, souligne Adel Bouhaja, promoteur immobilier et président actuel de la CGEM. □

B. B.

## ■ Tanger: Bonne mine pour l'automobile et le bâtiment



(Ph. L'Economiste)

POUR les opérateurs économiques au Nord, 2016 promet d'être aussi tourmentée que 2015. En effet, selon certains industriels et hommes d'affaires contactés par L'Economiste à Tanger, les prémices laissent présager que cette année sera un remake de celle qui l'a précédé.

Le secteur du commerce réussit à tenir la barre grâce à la consommation des ménages qui se maintient, selon un banquier. Mais la tempête guette, car le retard et la faiblesse des précipitations risquent d'affecter le moral des opérateurs qui seront tentés de réduire leurs investissements, continue ce dernier.

Pour les exportateurs, qui forment une part importante du secteur économique de la région, l'instabilité qui a caractérisé les marchés au niveau mondial en 2015 se maintient en 2016. Certains par contre

réussissent à tirer leur épingle du jeu comme l'automobile qui profite d'un regain de croissance en Europe.

Les seuls à afficher une bonne mine sont les opérateurs du bâtiment et des travaux publics. Pour certains, 2015 a été une bonne année et il est prévu que 2016 suive sur le même rythme. La raison n'est autre que le programme Tanger-Métropole qui a boosté les commandes. «Les commandes sont là mais se faire payer est



une autre histoire», tempère le responsable d'une société qui se plaint de la douloureuse épreuve que suppose le recouvrement. □

A. A.

## ANALYSE

# Dans les régions, c'est cahin-caha

## ■ Fès «sinistrée» à tous les niveaux

**A** Fès, commerçants, industriels, promoteurs immobiliers et professionnels du tourisme sont unanimes. La crise est générale. A tel point que les commerçants de la médina ont organisé, dernièrement, un sit-in autour d'un cercueil qui symbolisait «l'enterrement de l'économie locale». Même son de cloche auprès des industriels du quartier de Sidi Brahim. Surtout les textiliens qui font état d'un secteur «sinistré». «Plusieurs unités chôment et il y aura de la casse...», soulignent-ils. Et d'ajouter: «Nous n'avons plus de visibilité et pas de commandes non plus». En effet, plusieurs usines tournent à moins 20% de leur capacité à Fès. La plupart d'entre elles risquent de mettre la clé sous le paillason. La raison? Outre les ateliers informels qui prolifèrent, la concurrence des unités de Tanger et de Rabat devient de plus en plus rude. «Nos prix de revient sont plus élevés et nous ne sommes plus compétitifs par rapport à l'Espagne, la Turquie ou encore certains pays asiatiques». S'ajoutent à ces maux, des banques qui ferment le robinet et une crise de consommation qui frappe l'Europe.

Résultat: la région exporte de moins en moins, donc automatiquement produit moins et son chômage est galopant. En somme, les textiliens de la ville (jadis terre du textile) souffrent, et c'est toute la ville qui en pâtit. De plus, «l'aéroport de la ville est mal desservi faisant fuir une grande partie des clients, qui perdent presque 48 heures de plus pour arriver à Fès par rapport à Tanger et Casablanca», s'accordent les membres de l'Amith (bureau régional). Il ne s'agit pas des seules contraintes que rencontrent les industriels; ces derniers se plaignent également de l'absence d'une zone franche ou encore des mesures fiscales avantageuses qui compenseraient et encourageraient les



(Ph. YSA)

investisseurs. En attendant, un plan de promotion agressif des exportations, en coordination avec les professionnels s'impose. Cette stratégie devrait viser l'intensification de la promotion vers les grands donneurs d'ordre européens. De même, l'Etat devrait organiser des road-shows destinés aux catégories d'investisseurs potentiels, et en priorité les grandes entreprises textile.

L'objectif étant de présenter les opportunités existantes dans cette activité et de l'orienter vers les différents instruments de support mis en place pour les accompagner, propose-t-on. S'agissant du tourisme, les professionnels évoquent aussi une crise sans précédent. Ces derniers espèrent que le plan d'actions de l'ONMT vise la promotion de la capitale spirituelle comme destination prioritaire en 2016. A noter que Fès célébrera cette année son 1.208e anniversaire. □

Y. S. A.

## ■ Souss: L'agro-industrie s'en tire plutôt bien

**AU** niveau de la Région Souss Massa, le marché des affaires est plutôt mitigé. Les exportateurs abordent l'année avec une certaine appréhension. En plus de l'absence de pluie, les prix à l'export ont baissé, alors qu'il s'agit des mêmes

quantités de légumes exportées que l'année dernière. Une morosité qui s'explique par les récents actes terroristes que la France a connus. «S'il n'y a pas de sauvetage de la part des banques, ce sera très dur pour les exportateurs. Nous avons besoin de crédits et de facilités pour éviter l'étranglement», explique Omar Mounir, vice-président et porte-parole de la Fédération interprofessionnelle des fruits et légumes (Fifel). «Aujourd'hui, beaucoup d'entrepreneurs ont du mal à payer leurs employés, c'est pourquoi, de nouveaux recrutements sont à écarter pour le moment», a-t-il ajouté. Dans l'industrie agroalimentaire, le climat est sensiblement meilleur puisque la nouvelle année est abordée avec optimisme, avec un carnet de commandes, certes pas encore fixé, mais avec de bonnes perspectives tout de même. Toutefois, si la trésorerie reste satisfaisante

à 50%, les industriels estiment que des fonds plus importants leur permettraient d'augmenter leurs parts de marchés, nous explique Mohamed Bouayad, président d'Agadir Haliopole cluster.

Pour ce qui est des crédits bancaires, le souci reste la lenteur des procédures et les taux d'intérêt trop élevés, d'où plus de garanties demandées par les banques. Concernant le recrutement, il concernera surtout les cadres et les profils pointus. Si de manière générale, le secteur de l'agro-industrie se porte plutôt bien au niveau de l'extérieur, des craintes sont formulées en ce qui concerne la qualité de l'approvisionnement en matières premières et sa régularité. Particulièrement les produits qui viennent de Dakhla et Laâyoune et qui remettent en question les conditions de conservation lors de l'acheminement. Quant au secteur touristique, les professionnels prennent leur mal en patience en attendant des jours meilleurs. Sachant que certains établissements, notamment ceux en front de mer, tirent relativement mieux leur épingle du jeu. □

F. N.

## ■ Oriental: Des patrons regrettent d'avoir investi dans la région

**L**ES patrons de l'Oriental ne mâchent pas leurs mots et fustigent le climat des affaires. Leur moral est au plus bas à cause de la crise qui sévit et l'absence d'encouragements et facilités pour les accompagner dans leurs efforts à redresser la barre. Plusieurs d'entre eux regrettent d'avoir investi à Oujda car «certaines vérifications fiscales frôlent l'absurde», soulignent des professionnels des secteurs de l'électricité, industrie de plastique et conserves de poissons. D'autres ont des difficultés à s'acquitter de leurs charges sociales, au point qu'ils préfèrent payer



(Ph. L. Economiste)

des pénalités, une fois que leurs activités auront repris. Ils se plaignent des retards dans les délais de paiement au niveau des clients. Le taux de la TVA et les révisions fiscales en découragent plus d'un. Pas d'avantages pour investir dans l'Oriental et même le prix du gasoil est plus cher (35 centimes de plus par litre), ce qui représente un obstacle de taille pour tout investisseur potentiel.

Dans le secteur de l'immobilier déjà fragilisé par les taxes municipales, les promoteurs se disent dépassés par la situation pléthorique de l'offre avec une grande difficulté à écouler leurs produits. L'activité commerciale traîne aussi. Les petits commerçants ont vu leur chiffre d'affaires fondre à cause de la multiplication des grandes surfaces commerciales. Quant au pouvoir d'achat, il est limité aux fonctionnaires et une faible tranche de la société. Un énième handicap compétitif. □

A. K.



(Ph. L. Economiste)